

Les lignes directrices d'une éthique sociale chrétienne

Notre souhait est de dégager quelques uns des principes ainsi que les lignes essentielles d'une éthique chrétienne dans le domaine social et politique. Nombreux sont les chrétiens protestants évangéliques qui se sont engagés et s'engagent aujourd'hui dans le service des autres et la lutte contre les injustices. Ils l'ont souvent fait comme une simple conséquence de l'Évangile qu'ils cherchaient à vivre et à annoncer, sans trop préciser les principes qui les guidaient. Surtout, ils ont pu le faire dans des perspectives différentes selon leurs arrière plans théologiques ou historiques. Nous ne cherchons pas ici à plaider pour une de ces approches, encore moins à en proposer une nouvelle. Nous voudrions simplement préciser et rappeler des principes essentiels en éthique sociale, un peu comme une confession de foi rappelle un essentiel que des théologies différentes pourront ensuite mettre diversement en valeur. Ce texte, écrit par Louis Schweitzer et travaillé par la Commission d'éthique protestante évangélique qui le fait sien, reste ouvert, il ne prétend pas tout dire et dire la norme, mais proposer des lignes qui peuvent être prolongées, les questions du jour obligeront certainement à préciser certains points. Nous voulons ouvrir le débat dans les Églises et stimuler leur action.

Préambule

« Recherchez la paix de la ville où je vous ai exilés et intercédez pour elle auprès du Seigneur, car votre paix dépendra de la sienne »¹. Ce commandement est surprenant car il est destiné au peuple juif, alors exilé à Babylone et soumis à la servitude. Or, loin de comploter contre Babylone, le peuple devait agir en sa faveur ! Il est tout à fait remarquable que ce peuple ait eu à cœur de prier pour la paix, c'est-à-dire la prospérité, d'un peuple qui le maltraitait de la sorte. Dieu voulait que son peuple soit un instrument de paix plutôt que de haine. Cette injonction divine trouve écho ailleurs dans l'Ancien Testament, notamment dans ce passage bien connu du livre du prophète Michée: « On t'a fait connaître, ô homme, ce qui est bien ; et ce que l'Éternel demande de toi, c'est que tu pratiques la justice, que tu aimes la miséricorde, et que tu marches humblement avec ton Dieu » (6.8). Dieu appelle à l'amour du prochain (l'individu qui se trouve en face de nous), et à faire preuve d'équité, ou de justice, dans la société.

¹ Jérémie 29.7.

Certains auteurs du Nouveau Testament ont repris ces principes à leur compte. Par exemple, Pierre adresse sa première épître « *à ceux qui vivent en étranger dans la dispersion* » (1.1). Cette description des destinataires est très certainement plus théologique qu'elle n'est sociologique. Pierre s'adresse ici au peuple de Dieu qui est en terre étrangère car pas encore arrivé à la destination finale qui lui est réservée dans les cieux. Mais au sein de sa situation intermédiaire, ce peuple est exhorté à s'impliquer dans la ville, à bénir plutôt qu'à rendre le mal pour le mal (3.9), à faire le bien et à rechercher la paix autour de lui (3.11). De même, Jacques explique dans son épître que « *La religion pure et sans souillure devant celui qui est Dieu et Père consiste à prendre soin des orphelins et des veuves dans leur détresse, et à se garder de toute tache du monde* » (1.27).

Ces appels sont toujours d'actualité. Les chrétiens sont plus que jamais appelés à «faire le bien» autour d'eux, à devenir des citoyens engagés dans la cité. Pourtant, au cours des siècles, la tentation du retrait «quiétiste», opposé à l'action dite profane, demeura. Certains chrétiens croient que l'existence chrétienne implique de se détourner des préoccupations du monde présent, le considérant comme dangereux pour la foi. Pour eux, la préoccupation première et exclusive du chrétien doit être sa piété personnelle. Le retrait hors du monde est donc motivé par le désir de ne pas être corrompu par lui et d'une relation toujours plus intime avec Dieu. Mais ce désir authentique manque sa cible quand il se concentre sur soi. Si Dieu désire effectivement que les chrétiens se gardent de toute tache du monde, pour reprendre l'expression de Jc. 1.27, c'est bien aussi parce qu'il leur demande de vivre et de s'impliquer dans ce monde! De même, une relation personnelle avec Dieu ne peut se vivre à l'écart du monde. Les exemples pourraient être nombreux. Que l'on pense simplement à William Booth, le créateur de l'Armée du Salut, à Martin Luther King, au pasteur Marc Boegner ou aux nombreux anonymes du Chambon sur Lignon qui, au nom de leur foi, sont venus en aide aux juifs lors de la deuxième guerre mondiale. C'est aussi en côtoyant le pauvre, l'orphelin, l'étranger, le prisonnier ou l'opprimé que nous rencontrons Christ: « *Dans la mesure où vous avez fait cela à l'un de ces plus petits, l'un de mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait.*²»

L'Eglise et la cité

Quel est le lieu de l'éthique sociale chrétienne ? Le chrétien est en effet appelé au Royaume de Dieu et ce Royaume est déjà présent, là où est le Christ, là où est l'Esprit. Mais en même

² Matthieu 25.40.

temps, il n'est pas encore pleinement réalisé. L'Eglise, la communauté nouvelle formée par les disciples de Jésus-Christ en est déjà un avant goût; elle devrait en être comme un poteau indicateur. Elle est en tout cas appelée à vivre le plus pleinement possible les relations nouvelles que l'Evangile annonce. En ce sens, comme le dit Stanley Hauerwas, « l'Eglise est une éthique sociale³ » Mais, en même temps, le chrétien est encore dans la cité et il est appelé à lui vouloir du bien. Témoin imparfait du Royaume, le chrétien cherche à en vivre les prémisses dans l'Eglise. Et ce sont les mêmes principes, adaptés à une autre situation, limités par les possibilités historiques concrètes, qui vont diriger son engagement dans la société. Il y a donc comme un double témoignage chrétien : celui de l'Eglise comme communauté alternative et celui des chrétiens qui sont aussi membres de la cité des hommes. Mais, pour ce double témoignage, l'inspiration profonde est la même; seules diffèrent les possibilités d'action.

1. Du bon samaritain aux exigences structurelles de justice

La parabole du Bon Samaritain

La parabole du bon samaritain est certainement une des plus célèbres de tout l'Evangile. Tout part de la question posée par un spécialiste de la Loi : « *Maître, que dois-je faire pour hériter la vie éternelle ?* » La question n'était pas parfaitement sincère puisqu'il est précisé qu'elle était posée « *pour mettre Jésus à l'épreuve* ». Et Jésus renvoie celui qui l'interroge à la Loi : « *Qu'est-il écrit dans la Loi ? Comment lis-tu ?* » (Quelle interprétation donnes-tu toi-même de cette loi que tu reçois comme ton autorité ?). Et le spécialiste de la Loi répond en citant des paroles de la Loi : « *Tu aimeras le Seigneur ton Dieu, de tout ton cœur, de toute ton âme, de toute ta force et de toute ton intelligence, et ton prochain comme toi-même* » (Deut 6.5 ; Lévi 19.18). Jésus accepte pleinement cette réponse et en félicite même cet homme : « *Tu as bien répondu ; fais cela et tu vivras* ».

Mais le but étant de mettre Jésus en difficulté, l'homme pose une autre question : « *Et qui est mon prochain ?* » Excellente question que nous nous posons souvent. On pourrait la formuler autrement : jusqu'où doivent aller mon amour et ma solidarité avec les autres ? A partir de quand, puis-je, en toute légitimité, cesser d'aimer ? Quelles sont les limites de ce commandement d'amour : ma famille, mes proches, mon peuple, certains peuples alliés ?... Et c'est cette question qui va ouvrir la porte à la parabole elle-même.

³ Stanley Hauerwas, *Le Royaume de paix, Une initiation à l'éthique chrétienne*, Paris, Bayard, 2006, p. 181.

Elle est célèbre. Un homme passe sur la route qui va de Jérusalem à Jéricho et se fait agresser. Les bandits lui prennent tout, le rouent de coups et le laissent à moitié mort. Plusieurs personnes vont passer sur la route et ne rien faire : un prêtre et un lévite, des gens très respectables dans ce contexte. Vient un samaritain qui s'arrête, prend soin de lui, l'amène jusqu'à l'hôtellerie la plus proche et va jusqu'à payer pour qu'on s'occupe de lui en affirmant même que si cela ne devait pas suffire, il est prêt à prendre en charge la suite.

Peut-être sommes nous trop habitués à entendre et à lire cette parabole pour pouvoir la recevoir comme les auditeurs de Jésus l'ont reçue. Tout le monde, bien sûr, dans le récit, est juif : Jésus et ceux qui l'écoutent. Or, les deux personnes qui donnent le « mauvais exemple » sont tous deux des religieux juifs. Quant au Samaritain, il est, pour ceux qui entourent Jésus, à la fois un hérétique – pire qu'un païen, puisqu'il a une certaine connaissance de la révélation – et une sorte de personne impure. Vous vous rappelez que les juifs faisaient parfois de longs détours pour éviter de se souiller en passant par la Samarie.

Jésus fait éclater la question de la limite. Il n'y a pas de limite. Il ne s'agit plus de savoir qui est mon prochain et qui ne l'est pas, mais comment je peux être le prochain de celui – quel qu'il soit – qui est dans le besoin. Donc, inséparable de l'amour de Dieu, nous trouvons un amour du prochain qui est concret, courageux et qui ne connaît pas de limites.

En continuant la parabole...

Nous sommes déjà dans le thème de l'éthique sociale. Notre fidélité à Dieu implique un amour dévoué à celui ou à celle qui est dans le besoin, que cette personne nous soit proche ou, comme dans la parabole, qu'elle nous soit à tous égards étrangère.

Maintenant, nous pourrions continuer la parabole. Nous ne sommes plus, il est vrai, sur le terrain direct de ce que la Bible dit elle-même, mais sur celui de son interprétation. Imaginons que l'histoire continue.

Le lendemain, un autre voyageur se fait agresser et n'a pas la chance de trouver ce bon samaritain qui, lui, a continué son voyage. Quelques jours plus tard, la même chose se produit. Que faire ? Si l'on veut suivre l'enseignement de Jésus et pratiquer cet amour concret, pratique et courageux, ne faudra-t-il pas essayer de résoudre la question de manière plus large ? Nous entrerons alors dans une autre dimension. Nous passerons de l'acte d'amour individuel à l'action sociale, voire politique. La motivation profonde sera exactement la même, mais cherchera à prévenir le problème plutôt qu'à soigner les plaies des voyageurs agressés. Ce passage de l'action individuelle et ponctuelle à une action plus large, collective

et générale, nous pose peut-être quelques problèmes. Nous ne sommes pas les seuls. Dom Helder Camara qui fut archevêque au Brésil disait : « Quand je soulage la faim des pauvres, on dit que je suis un saint. Quand je demande pourquoi ils ont faim, on m'accuse d'être communiste ! ⁴ » C'est que l'action peut parfois nous paraître suspecte et surtout aujourd'hui, où le politique a si mauvaise presse et où nous sommes devenus si sceptiques devant toute action collective.

L'action des chrétiens ne peut donc se limiter à la charité quand ce sont des changements sociaux structurels qui sont nécessaires pour assurer la dignité des personnes. Il est alors légitime de passer à un niveau politique.

L'exigence de justice

Il nous faudrait pourtant relire notre Bible. Dans le livre du prophète Jérémie, il est conseillé aux déportés de rechercher la paix de la ville où ils ont été exilés (29.7). Cette recherche implique la prière mais elle va bien au-delà. Et rappelez-vous le nombre de passages de la Loi ou des prophètes qui nous invitent ou qui invitent les rois ou les puissants à la justice. Le prophète Amos n'y allait pas par quatre chemins pour dénoncer les riches qui oppriment les pauvres et détournent la justice. Et c'est à la lumière de ces critiques que nous devons entendre l'exhortation déjà citée du prophète Michée : « *On t'a fait connaître, ô homme, ce qui est bien ; et ce que l'Éternel demande de toi, c'est que tu pratiques la justice, que tu aimes la miséricorde, et que tu marches humblement avec ton Dieu* » (6.8). Jésus reprendra cette exigence à sa manière : « *Quel malheur pour vous, scribes et pharisiens hypocrites ! Vous payez la dîme de la menthe, de l'aneth et du cumin et vous laissez de côté ce qui est le plus important dans la loi : la justice, la compassion et la foi ; c'est cela qu'il fallait pratiquer sans laisser de côté le reste* » (Mt 23.23)

La justice n'est pas fondamentalement différente de l'amour. Elle est la forme qu'il prend dès qu'il s'agit de plusieurs personnes. Lorsqu'une seule personne est en face de nous, il nous est demandé de l'aimer. Mais lorsque nous sommes en présence de plusieurs et que les uns exploitent les autres ou les trompent, ce qui est attendu de nous, c'est la justice, l'équité. Il est clair que, dans l'ancienne comme dans la nouvelle alliance (il suffit de relire le chapitre 5 de l'épître de Jacques pour en être convaincu), cette justice est au cœur du comportement chrétien dans la société.

⁴ JEAN TOULAT, *Dom Helder Camara*, Paris, Centurion, 1989, p. 116.

2. L'éthique et la technique

On peut se demander s'il existe une politique chrétienne, si la Bible est aussi un traité de philosophie ou de pratique politique. La réponse doit être oui et non. C'est que le politique – prenons le terme au sens le plus large de gestion de la cité et aujourd'hui celle-ci peut être à la dimension du monde – semble composé de deux parties. Pour faire vite, nous distinguerons dans le politique « l'éthique » et la « technique ». Nous appellerons *éthique* les principes qui doivent guider notre action, les valeurs qui en sont à l'origine, les conceptions de l'être humain et des relations entre les hommes qui s'imposent à nous et à partir desquelles nous allons faire des choix. Dans ce domaine, oui, la Bible nous parle de politique et il existe, dans la révélation, de quoi fonder une politique chrétienne.

Mais la réalité politique ne se limite pas à cela. Ces principes, ces valeurs, vont devoir s'incarner dans des formes particulières qui varient selon les époques et les lieux, les civilisations et les histoires, et c'est cela que nous appellerons l'aspect *technique* du politique. Par exemple, la finalité de la justice sociale et du bien commun – c'est-à-dire du bien de tous et non d'une minorité - semble s'imposer. Mais certains vont juger que le régime de « service public » de certains services qui relèvent de l'utilité générale s'impose (dans les transports, ou le téléphone ou la poste, l'énergie etc.), alors que d'autres penseront que ces mêmes buts seront plus facilement atteints en privatisant ces services. Service public ou privatisations relèvent ainsi de ce que l'on peut appeler des aspects « techniques » du politique. Et, sur ces questions, il semble que la révélation nous laisse une immense marge de manœuvre. Dans des circonstances différentes, il existe par exemple un monde entre le maintien de la propriété régulièrement redistribuée que nous présente la loi de l'Ancien Testament et qui empêche toute concentration des terres et des moyens de production entre les mains de quelques uns (Lv 25), et la nationalisation de tout au nom du pharaon que Joseph réalise pour sauver l'Egypte de la famine (Gn 41 et 47).

Cela ne signifie pas du tout que ces aspects techniques sont sans intérêt ou même simplement secondaires. Au contraire, le bon choix des techniques est souvent le passage obligé pour que l'aspect éthique se manifeste, tant ils sont, dans la pratique, intimement liés. Mais cela veut simplement dire qu'ils sont justement discutables et que l'on peut être chrétien, avoir la même perspective d'ensemble du bien à poursuivre et avoir des désaccords sur ces questions. Ajoutons qu'il n'y a pas, dans ce dernier domaine, de vérité absolue, et que ce qui est bon à une époque et dans un contexte ne l'est peut-être plus dans d'autres.

Nous allons maintenant essayer de dégager quelques lignes de force de cette éthique chrétienne dont nous parlons.

3. Quelques principes directeurs

En plus de l'amour et de la justice, nous devons commencer par prendre en compte deux principes qui sont au cœur de l'anthropologie biblique : l'être humain créé à l'image de Dieu et le péché qui est une part de la réalité actuelle de toute société. Les principes que nous aborderons ensuite en découlent.

La valeur absolue de la personne humaine.

Chaque être humain est créé à l'image de Dieu et c'est ce qui lui donne, dès la première alliance, sa dignité absolue (Genèse 9.6, cf. Jacques 3.9). Mais la nouvelle alliance nous révèle plus encore l'amour de Dieu pour chaque être humain. Il ne s'agit pas d'abord de peuples, de nations, de classes ou de races, mais de la personne humaine et de toute personne humaine. C'est elle qui doit être la fin véritable de toute politique. Trop souvent, les lois de l'histoire ou de l'économie ont primé et continuent de le faire. L'intérêt suprême du peuple *rêvé* a pris le pas sur celui des hommes et des femmes *réels* qui ont été sacrifiés. Ou encore le bien de la personne humaine *d'après-demain* a justifié l'oppression de celle *d'aujourd'hui*. **A cause de la valeur absolue que nous reconnaissons à la personne humaine, nous plaçons le bien des personnes au dessus de la nation, des lois de l'économie, etc.** De même que l'on ne peut servir Dieu et Mamon, mettre l'argent au centre de nos préoccupations et de nos valeurs, c'est entrer dans une forme d'idolâtrie.

Le réalisme et l'imperfection.

Ce point est important. Ce que le chrétien est appelé à rechercher dans le domaine politique, c'est le bien d'une communauté humaine concrète, pas le Royaume. Une communauté d'hommes et de femmes, aimés de Dieu et pécheurs, imparfaits et infiniment respectables. Se faire des illusions et ne pas tenir compte de la réalité conduit au mieux à des échecs, au pire à des drames. Il est toujours étonnant de voir avec quel réalisme les personnages les plus importants de la Bible nous sont présentés. Il n'y a aucune idéalisation même des plus grands hommes ou des plus grandes femmes de Dieu ; leurs faiblesses et leurs fautes sont aussi clairement présentées que ce qu'ils peuvent avoir de meilleur. Il est capital que ce réalisme demeure lorsque nous cherchons des solutions aux problèmes de nos sociétés.

Cela veut dire aussi qu'aucun principe, qu'aucun système politique n'est sans défaut. Le meilleur système, la meilleure des politiques seront toujours susceptibles de basculer dans des conséquences imprévues et nocives puisqu'ils concerneront des êtres humains pécheurs et qu'ils seront mis en œuvre par d'autres pécheurs. Toutes les espérances de société idéale et parfaite sont, nous devons le savoir, toujours illusoires. **Nous restons toujours, étant donné la condition humaine, dans le domaine de l'imperfection et du moindre mal.** Cela aurait dû mettre en garde les chrétiens contre les grandes illusions qui ont été causes de tant de morts et de souffrances à travers l'histoire et tout particulièrement au 20^{ème} siècle. **Mais la relativisation de notre espérance dans ce domaine ne doit pas éteindre en nous l'exigence de justice et de compassion que porte la Parole de Dieu.**

L'exigence de la justice.

Encore une fois, la justice est le minimum de l'amour et son application concrète en ce qui concerne une société. Toute la révélation ne cesse de proclamer son importance. Cette exigence repose directement sur ce que nous venons de dire. La justice se mesure avant tout au traitement réservé à ceux qui sont pauvres et sans défense. Nous avons tous un sens inné de la justice lorsqu'il nous semble que nous sommes victimes d'une injustice. Mais nous sommes sujets à une étrange paralysie de ce même sens de la justice lorsqu'il va à l'encontre de nos intérêts immédiats ou simplement de notre confort.

C'est le droit et l'équité qui sont ici en cause. Mais la justice est au-dessus du droit, comme le principe est au-dessus de son application. On peut très bien imaginer une société injuste qui respecte scrupuleusement le droit, lui-même fondé sur cette injustice. Si le droit est fait pour défendre la cause du puissant contre celle du faible, ou celle des membres d'une ethnie contre les autres, c'est le droit qui est lui-même injuste. **Une autre manière de parler de la justice sera de mettre en valeur le Bien commun, c'est-à-dire non pas les intérêts particuliers de quelques uns, mais le bien de la société dans son ensemble, c'est-à-dire de toutes les personnes qui la composent.**

La véhémence des prophètes ou de Jésus lui-même à cet égard nous gardera de penser qu'il s'agit là d'un élément facultatif ou secondaire.

L'attention particulière aux petits et aux pauvres.

Cette priorité que l'on retrouve si souvent dans toute l'Écriture n'a pas pour fondement une vision romantique du pauvre qui serait supposé meilleur que le riche. Mais le pauvre est justement la personne humaine dont la dignité ne s'impose pas. S'il faut prêter une attention

particulière à la veuve et à l'orphelin, c'est **parce qu'ils sont sans défense**. Ils ont besoin de plus d'attention, car il est tentant et facile de les laisser de côté. Il n'est pas nécessaire d'avoir beaucoup d'imagination pour appliquer ce principe à nos sociétés actuelles, aux pauvres de notre pays qui ne sont parfois défendus par personne ou à ceux des pays du tiers-monde qui sont eux-mêmes, en tant que nations, dans cette situation d'extrême vulnérabilité.

La solidarité humaine.

Tous les êtres humains sont créés à l'image de Dieu, d'où leur égale dignité. Ce qui veut dire que toute distinction de race, de classe, de langue ou de nation est seconde. Les communautés humaines particulières, légitimes et nécessaires, ne doivent jamais avoir le dernier mot. Nous sommes naturellement d'accord avec ce principe, mais avec quelle étonnante facilité pouvons-nous le contourner et revenir à un sentiment frileux d'appartenance. Avez-vous remarqué la liberté qui est celle de Jésus par rapport aux liens familiaux qui sont pourtant souvent considérés comme les plus sacrés ? Il est important que les chrétiens et les Eglises se souviennent que **la fidélité qu'ils ont à manifester à l'égard de leur nation ne doit jamais prendre le pas sur la solidarité humaine qui est fondamentale.**

La recherche de la paix

Nous savons bien l'importance de la paix, cette *Shalom* qui englobe plus que notre mot paix qui ne signifie souvent que la simple absence de guerre. Justice, bien-être, prospérité en font partie. Mais tout ceci ne peut exister que si la paix au sens le plus simple du mot est une réalité. « *Recherchez la paix de la ville où je vous ai exilés* » (Jr 29.4-7), et la prière pour les autorités qui nous est demandée en 1 Ti 2 vise aussi la paix : « *afin que nous menions une vie paisible et tranquille en toute piété et dignité* ». Voici un autre principe important. Il n'est sans doute pas absolu car le conflit ne dépend pas toujours de nous. Mais il oriente néanmoins toute une attitude qui peut s'appliquer aussi bien aux relations internationales qu'à la politique des banlieues.

Le respect de la création

Le mandat premier confié par Dieu à l'être humain est d'être responsable de la création, d'en prendre soin comme un bon gérant. Pendant longtemps, cela ne posait guère de problèmes car les capacités de l'homme ne lui permettaient guère de nuire gravement à la création. Depuis le vingtième siècle, les choses ont changé et il est devenu clair que nous sommes capables de

détruire la planète ou, en tout cas, de la laisser à nos descendants dans un état tel qu'ils ne pourront plus que supporter notre comportement irresponsable. L'écologie, le souci de la conservation et de l'entretien de la création, est devenu une priorité. D'une part, **elle concerne notre amour du prochain en la personne de ceux qui viendront après nous, mais d'autre part, nous sommes et serons responsables devant le créateur de ce que nous aurons fait à ce monde qui est notre maison commune.**

Voilà quelques principes bibliques qui nous semblent devoir baliser notre comportement dans ce monde. Il est clair qu'ils ne répondent pas à tous les problèmes et à toutes les questions que nous pourrions avoir, mais ils sont le socle sur lequel nous pourrions ensuite essayer de construire. Il n'y a là, au fond, rien de plus que le développement pratique de l'amour du prochain ou au moins une forme de ce développement. L'annonce explicite de l'Evangile en est une autre, de même que l'édification de communautés qui sont autant de lumières dans le monde. Mais précisément, nos communautés ne sont et ne seront des lumières dans ce monde que si elles essaient de manifester toutes les dimensions de la Bonne Nouvelle de l'amour de Dieu dont elles vivent.

4. Niveaux et modes d'engagement

Une fois posée notre responsabilité à l'égard de la société, reste, bien sûr, la question de l'engagement des chrétiens. Peuvent-ils, doivent-ils s'engager en « politique » ? Et, si oui, jusqu'où ? Un élément important de la réflexion chrétienne dans ce domaine, et sans doute un des plus controversés sera celui des « niveaux d'engagement ». Ils sont, nous semble-t-il, au nombre de trois :

1. l'Eglise comme institution, qu'elle soit locale, nationale ou même internationale. Ex : une Eglise locale, une union d'Eglises particulière, le Conseil d'Eglises Chrétiennes en France, la Fédération Protestante de France, le Conseil National des Evangéliques de France, le Conseil Ocuménique des Eglises ou une alliance confessionnelle mondiale ou l'Alliance Evangélique Universelle.
2. Un groupe de chrétiens qui se revendiquent comme tels.
3. Le chrétien comme personne (électeur, militant, élu...).

L'Eglise (en tant qu'institution)

Elle représente officiellement l'ensemble des chrétiens. A ce titre, il est juste qu'elle rassemble des personnes ayant des convictions différentes, autour d'une foi commune. La distinction que nous avons faite entre éthique et technique joue ici pleinement.

Il est juste que l'Eglise exprime les convictions éthiques qu'elle reçoit de la révélation. Elles font partie du message qu'elle est appelée à transmettre. Ces convictions doivent faire partie de l'enseignement pour former les chrétiens et les éclairer dans leur responsabilité, ne serait-ce que d'électeurs, mais également d'élus, si ce devait être le cas. **Il n'y a aucune raison pour limiter l'enseignement éthique donné dans l'Eglise aux questions privées et personnelles.** Mais plus encore, c'est le rôle de l'Eglise de proclamer publiquement ses convictions lorsqu'on les lui demande et aussi (et peut-être surtout) lorsqu'on ne les lui demande pas. Il n'y a aucune raison pour qu'elle ne dise pas ce qu'elle pense dans une société où la parole est libre.

Il n'est pas inutile de réfléchir à la manière dont ces convictions doivent être exprimées. La référence à la Bible doit rester seconde. Bien sûr, c'est parce qu'elle les trouve dans la révélation que l'Eglise va défendre telle ou telle position. Mais l'argument d'autorité n'a de valeur que pour elle. Que la Bible dise telle ou telle chose n'a pas de caractère convainquant pour une personne qui ne croit pas. Mentionner la source ne sera jamais inutile, mais reste insuffisant. Il est plus utile de souligner le caractère juste et correspondant à la réalité humaine des positions défendues.

Qui doit parler ? Cela dépend des sujets. Devant une question locale, une communauté peut prendre position si elle juge que la question est d'importance (attitude raciste, problème écologique grave ou décision franchement injuste de la municipalité par exemple). Les prises de positions seront le plus souvent la responsabilité du niveau national car c'est là que se jouent la plupart des questions politiques. Une union d'Eglises peut faire une déclaration si sa position diffère de celle des autres ou si les autres Eglises refusent de s'exprimer. Mais généralement, le poids d'une parole sera plus grand si ce sont *les* Eglises (chrétiennes ou protestantes ou évangéliques) qui s'expriment. **Il est également possible que l'institution favorise et suscite la réflexion des chrétiens en leur proposant des documents, en éclairant leur propre responsabilité, mais en évitant de prendre une position qui pourrait apparaître comme la parole de l'Eglise sur ce sujet.**

Le groupe de chrétiens

On peut trouver plusieurs exemples qui ont pris des formes différentes. Un courant rassemblé autour d'une revue (Emmanuel Mounier et la revue *Esprit*), un mouvement chrétien qui fait des choix politiques (le groupe Sully, protestant royaliste dans l'entre-deux guerres, des groupes ou des clubs socialistes chrétiens...), une association qui s'engage sur des questions de société (le comité protestant pour la dignité humaine (CPDH), ou la CIMADE pour la défense des étrangers et des réfugiés, l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT), etc.)...

Ces mouvements revendiquent à juste titre leur identité chrétienne. C'est au nom de leur foi qu'ils agissent. En même temps, ils doivent reconnaître qu'ils ne sont pas l'Eglise et que d'autres, qui restent des frères ou des sœurs en Christ, peuvent avoir d'autres convictions. Ils restent, avec les autres, membres de l'Eglise et participent avec eux au repas du Seigneur.

Ils peuvent défendre bien des positions à condition qu'ils soient d'accord sur le plan éthique avec les principes fondamentaux. On peut ainsi envisager des chrétiens socialistes ou libéraux, progressistes ou conservateurs, de droite et de gauche. Il serait sans doute plus discutable d'envisager de faire partie d'une association des protestants d'extrême droite ou d'éventuels trotskistes évangéliques... De tels groupes doivent effectivement avoir un enracinement chrétien véritable et ne pas être en contradiction avec les principes fondamentaux. Le risque serait qu'ils ne soient qu'un instrument efficace pour ratisser plus large dans l'électorat chrétien. Le parti politique chrétien – sur lequel nous reviendrons – peut être un aspect de cette question.

Le chrétien en tant que personne

Chaque chrétien est appelé à voter en tant que citoyen. On est en droit d'attendre de lui qu'il cherche autant qu'il est possible à rester conséquent avec sa foi. Pour lui aussi, toutes les options sont acceptables dans la mesure où elles restent en accord avec les principes éthiques chrétiens.

La question est de savoir dans quelle mesure, il pourra militer dans un parti (non spécifiquement chrétien), voire s'engager plus loin et devenir un élu, peut-être un dirigeant. Dans le même ordre d'idée, on peut penser à des mouvements politiques ou des syndicats.

Y a-t-il des conditions qui permettent ou rendent plus problématique un engagement dans ce genre d'associations ?

Ce qui semble essentiel, c'est que le chrétien puisse garder une entière liberté de conscience. Un chrétien ne peut jamais s'en remettre aux décisions d'une autre personne pour se

décharger de ses propres responsabilités. C'est vrai de sa relation aux autorités au sens biblique, c'est tout aussi vrai des autorités plus restreintes d'un parti. La plupart des partis démocratiques laissent aujourd'hui une marge de manœuvre et d'expression des convictions assez large. Rien n'empêche donc un chrétien d'y adhérer, au risque parfois, sur certains sujets, d'aller à contre-courant. On n'aurait pas pu dire cela du parti national-socialiste allemand ou des divers partis communistes d'autrefois. Y adhérer revenait à adhérer à une religion autoritaire et à s'en remettre de manière disciplinée au Führer ou au Comité Central. De tels partis (ou syndicats) peuvent encore exister aux marges de l'éventail politique.

Il est rare qu'un chrétien puisse être en accord avec toutes les positions d'un parti sur tous les sujets. Il aura à décider de l'importance du désaccord éventuel et de la liberté qu'il aura de dire son opinion. Il faut, sur cette question, garder à l'esprit le principe du moindre mal. La politique est toujours une question de compromis entre divers possibles. Il y a, à cause de la nature humaine soumise au péché, impossibilité de trouver de manière durable un accord sur toutes les questions. On peut comprendre que cela empêche certains de s'engager, mais d'autres peuvent accepter les limites de cet engagement. Jacques Ellul disait que le chrétien sera toujours un empêcheur de tourner en rond. D'accord avec certains dans un combat, il devra souvent se retourner contre eux, une fois la bataille gagnée, pour défendre l'autre côté des excès des vainqueurs.

Un chrétien peut-il prendre des responsabilités et devenir un élu ? Sur cette même base, pourquoi pas ? Etre maire ou conseiller municipal de petites villes est un véritable service qui demande courage et abnégation. Si les députés votent les lois, ne serait-il pas heureux que plus de chrétiens s'engagent et participent aux débats ? Il existe d'ailleurs, au parlement européen, une association de députés évangéliques (en relation avec l'alliance évangélique européenne) qui regroupe des élus de divers partis. On ne peut pas regretter que bien des politiques ne soient pas dignes de leurs mandats et refuser en même temps aux chrétiens de s'engager eux aussi.

Quant à savoir si un chrétien peut accéder à de hautes responsabilités, il nous semble que rien ne s'y oppose en principe. A lui de rester ensuite fidèle à ses convictions et à une éthique chrétienne personnelle. Cela n'empêchera pas nécessairement qu'il progresse dans la carrière politique, mais il est probable que cela ne lui rendra pas non plus la tâche plus facile...

Une remarque enfin sur la situation des *pasteurs* et de ceux qui exercent une responsabilité visible dans l'Eglise. Etant un signe de l'Eglise et son représentant, leur prise de position

engage l'Eglise, qu'ils le souhaitent ou non. Il serait donc sage qu'ils limitent leur engagement public aux questions sur lesquelles l'Eglise elle-même est appelée à s'exprimer⁵.

La question du parti politique chrétien

La question du parti chrétien revient dès que des chrétiens songent à s'engager en politique. Nous allons essayer de cerner les principales réponses qui lui ont été données. On peut discerner grossièrement deux sortes de partis « chrétiens » : les partis traditionnellement démocrates-chrétiens (ou chrétiens-sociaux) et de nouveaux partis plus évangéliques.

Partis démocrates chrétiens

Les premiers sont nés globalement dans l'entre deux guerres. Ils se situaient dans une période où la vie politique était tiraillée entre des partis conservateurs et des partis de gauche largement marqués par le marxisme et, pour les communistes, par leur rapport direct avec l'URSS. Majoritairement catholiques, ils étaient fondés sur la doctrine sociale de l'Eglise et ont aussi permis l'acclimatation progressive du monde catholique à la démocratie, à la suite du Sillon de Marc Sangnier par exemple. Certains partis protestants existaient de manière semblable dans plusieurs pays dont les Pays Bas.

Ces partis ont toujours été ouverts à tous et ne se sont pas toujours voulus confessionnels. Ils prenaient simplement les valeurs évangéliques comme fondement de leur philosophie politique.

En fait, la plupart se sont laïcisés (C'est le cas en France où le Mouvement Républicain Populaire, explicitement démocrate chrétien, est devenu Centre Démocrate, puis Centre des démocrates sociaux avant de se mêler à d'autres courants centristes dans l'UDF et ses descendants d'aujourd'hui), même si certains gardent dans leur titre la référence chrétienne (CDU allemand). Ils sont peu à peu devenus de grands partis de pouvoir en bien des pays d'Europe (mais pas en France) au point de n'être plus, dans certains cas, que des partis de gestion et de clientèle (Ce fut le cas de la DC italienne). La plupart sont aujourd'hui des partis simplement conservateurs au point que le PPE (Parti Populaire Européen qui rassemblait les partis européens démocrates chrétiens) s'est ouvert à tous les partis conservateurs.

On peut dire que leur caractère chrétien est la plupart du temps symbolique, même si leur *doctrine* politique reste assez proche d'une doctrine sociale chrétienne. Leurs positions ne

⁵ Un engagement comme celui du pasteur Martin Luther King relève précisément d'une exigence éthique qui s'imposait à l'Eglise elle-même.

sont guère différentes de celles que l'on trouve dans la social-démocratie ou les partis libéraux. Peut-être peut-on ajouter que, si leur doctrine était, à l'époque de leur gloire en tout cas, très solidement fondée en théologie (thomiste avec Jacques Maritain ou calviniste aux Pays-Bas), leur pratique a très rapidement été la défense des classes moyennes qui représentaient leur électorat naturel...

Les partis confessants

Dans de nombreux pays, sont nés de petits partis plus confessants, voire professants qui se revendiquent de la foi chrétienne, la plupart du temps évangélique.

Ils reposent sur l'idée que les chrétiens auraient un certain nombre de valeurs à défendre dans la société. Ils sont souvent le fruit d'une démarche minoritaire et réactionnaire (au sens premier du terme : ils réagissent à quelque chose). La question est de savoir quelles sont les valeurs chrétiennes engagées. Il s'agit souvent de la défense d'un certain nombre de positions sur des questions d'éthique personnelle : sexualité, avortement etc. Les questions plus vastes d'économie ou de politique mondiale semblent moins les intéresser. Mais si cela est vrai de certains de ces mouvements, il ne s'agit pas là d'une question de principe.

Demeurent cependant deux problèmes.

D'une part, le caractère de ghetto qui semble assez nécessairement lié à ces partis. Ils veulent rassembler des chrétiens et, à ce titre, ne peuvent que renvoyer les autres partis dans une sorte de non christianisme. Cet usage de l'étiquette chrétienne risque assez facilement d'être abusif. On peut être chrétien et avoir diverses positions. Mais d'autre part, la question qui demeure est celle de la pérennité possible de ce genre de parti. En effet, soit il est ouvert à tous ceux qui pensent de cette manière, même s'ils ne sont pas chrétiens. Mais alors si le parti est démocratique et qu'il connaisse un certain succès, il deviendra rapidement un parti chrétien de nom comme les partis démocrates chrétiens traditionnels. Si, au contraire et pour pallier à ce danger, il devient une sorte de parti de professants, il n'est plus vraiment un parti politique et n'est que l'expression d'une petite minorité. Il se rapproche alors d'un club de réflexion.

Notre crainte est que la perspective d'un parti spécifiquement chrétien ou évangélique limite l'influence des chrétiens et risque de fausser leur témoignage en les « parquant » dans un mouvement marginal. On peut cependant sans doute imaginer certains cas où ce mouvement pourrait permettre l'expression d'une pensée chrétienne.

Il est également possible qu'il existe des situations où la création d'un nouveau parti soit la seule solution pour tirer un pays du marasme. La référence chrétienne, le lien même avec les Eglises, peut être alors une sorte de solution pour sortir d'une crise.

Mais, en dehors de ces situations limites et dans le cas d'une démocratie qui fonctionne relativement bien, il nous semble que l'engagement de chrétiens dans des partis ouverts à tous, en fonction de leurs convictions, est somme toute préférable. C'est ainsi qu'ils pourraient le mieux être, dans ce domaine, « sel de la terre et lumière du monde ».

Pour conclure: agir à temps

Bien souvent, les chrétiens ne se sont souciés des problèmes de la société que lorsqu'il était trop tard. Ce fut le cas, de manière tragique, lors de la montée des dictatures au vingtième siècle, mais il est fréquent que leurs prises de position, leurs engagements ne fassent que suivre ceux de beaucoup d'autres. C'est à temps qu'il leur faut agir s'ils veulent que leurs paroles ou leurs actes aient un sens. Comme le disait Jacques Ellul, le chrétien devrait être devant, « c'est la mission prophétique du chrétien d'essayer de penser *avant que l'événement ne soit devenu fatalité*. Il y a des moments où l'histoire est souple. C'est alors qu'il faut s'insérer à l'intérieur pour faire jouer les rouages. Mais quand la bombe atomique est déclenchée, ce n'est plus le moment de lui chercher un parachute⁶ ». Il est souvent trop tard parce que les chrétiens se sentent obligés de parler et d'agir lorsque la situation est devenue insupportable. Ils réagissent alors contre ce qui est déjà fait et qui n'a guère de chances d'être défait. C'est plus tôt qu'il aurait fallu s'engager, et de manière positive. Plutôt que de protester - même si c'est parfois indispensable - quand il n'est plus temps pour changer les choses, les chrétiens devraient s'engager de manière positive à soigner les maux de la société. « Il est temps que les chrétiens comprennent que chaque « non » comporte un « oui » infiniment plus exigeant » disait déjà Emmanuel Mounier en 1949⁷ .

Meulan le 23 juillet 2010

⁶ Jacques Ellul, *A temps et à contretemps, Entretiens avec Madeleine Garrigou-Lagrange*, Paris, Le centurion, 1981, p. 97.

⁷ Jean-Marie Domenach, *Emmanuel Mounier*, Paris, Le seuil, 1972, p. 135.